Relations Europe/Japon: prochaines étapes

1995/2053(COS) - 18/09/1997 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

En adoptant le rapport de M. James MOORHOUSE (PPE, UK), le Parlement européen estime que l'Union devrait soutenir et encourager le Japon à jouer un rôle plus important sur la scène internationale et qu'en retour ce pays devrait apporter son soutien aux politiques de l'Union en Asie. Il soutient dès lors la stratégie engagée par l'Union qui consiste à réclamer un changement de politique de la part du Japon de façon persistante, cohérente et globale et souligne qu'il est important que l'Union et ses Etats membres coordonnent leurs actions dans ce domaine avec l'aide des milieux d'affaires. Sur le plan politique, il invite l'Union et ses Etats membres à travailler en étroite coopération avec ce pays, notamment en matière de désarmement et d'interdiction des essais nucléaires. Sur le plan économique, le Parlement se félicite de la chute de l'excédent commercial bilatéral Japon-Union (moins 36,2%) mais constate la persistance d'un déséquilibre important entre investissments de l'Union au Japon et ceux de ce pays dans la Communauté. Il déplore aussi que ces 10 denierès années les investissements directs de l'Union aient été aussi faibles et félicite la Commission de son initiative de lancer une étude sur le sujet. Parallèlement, il remarque que si les investissements japonais dans l'Union n'ont cessé de chuter depuis 1990, l'engagement du Japon dans les nouveaux pays industrialisés de l'Asie ne cesse de croître. Le Parlement souligne, par ailleurs, l'importance du programme de déréglementation en cours au Japon, tout en estimant que les progrès en la matière sont limités. Il souhaite que ce programme soit renforcé et soit d'une plus grande envergure. Il presse également le Japon de créer les conditions favorables à la liberté des échanges à l'intérieur du pays (sans passage obligé par des monopoles commerciaux), seul moyen de favoriser l'entrée des produits européens au Japon. Reconnaissant l'effet positif du mécanisme d'évaluation des échanges (Trade Assessment mechanism - TAM), le Parlement demande la mise en place d'un vaste accord de reconnaissance mutuelle (ARM) dans le domaine du contrôle et de l'agrément de produits. Soulignant, par ailleurs, la nécessité pour l'Union et le Japon de coopérer dans le cadre de l'OMC, notamment dans des secteurs tels que la concurrence, les investissements, la protection de l'environnement, etc., le Parlement demande que le règlement des différends commerciaux entre les parties intervienne au sein de cet organisme international. En outre, le Parlement estime que toute ouverture du marché devrait se faire sur une base multilatérale. Le Parlement soutient également les accords sectoriels de coopération scientifique et technologique UE-Japon et se déclare favorable à une participation accrue de l'Union dans le programme "Human Frontiers" lancé par le Japon (qui associe la recherche fondamentale en biologie humaine et sur les fonctions du cerveau à l'informatique et à la cybernétique). Il demande également que le programme d'échange de boursiers entre l'Union et le Japon (jeunes savants et ingénieurs) soit élargi et approuve l'idée d'un protocole d'accord visant à permettre aux chercherus européens de tirer profit des installations de recherche et des ressources logistiques des centres de Tsukuba. Enfin, il estime qu'il faut continuer d'accorder la priorité aurenforcement de la coopération industrielle, intersyndicale, scientifique, environnementale et culturelle avec le Japon et regrette qu'aucun progrès n'ait été réalisé concernant le projet "Maison de l'Europe" visant à promouvoir l'image de la cohésion de l'Union européenne.